



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

**Le jeudi 11 décembre 1997 — N° 147**

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

**QUÉBEC**

**11 décembre 1997**

---

**11 décembre 1997**

---

**Le jeudi 11 décembre 1997**

**N° 147**

La séance est ouverte à 10 h 02.

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Landry, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants :

n° 187Loi modifiant de nouveau la Loi sur les valeurs mobilières.

La motion est adoptée.

n° 188Loi sur la distribution de produits et services financiers.

La motion est adoptée.

#### **Dépôts de documents**

M. Ménard, ministre de la Justice, dépose :

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997:

—l'Ordre des agronomes du Québec;

(Dépôt n° 1358-971211)

—le Collège des médecins du Québec;

(Dépôt n° 1359-971211)

**11 décembre 1997**

---

—l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec.

(Dépôt n° 1360-971211)

\_\_\_\_\_

M. Cliche, ministre délégué au Tourisme, dépose :

Le rapport annuel de la Société du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1361-971211)

\_\_\_\_\_

M. Jolivet, leader du gouvernement, dépose :

La réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le montant du surplus ou du déficit pour différentes entités, institutions et fonds. — Question n° 36, *Feuilleton et préavis* du 19 juin 1997.

(Dépôt 1362-971211)

### **Dépôt de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Benoit (Orford) dépose :

—l'extrait d'une pétition signée par 4 567 citoyens et citoyennes touchés par le décès de Clifford Fisher, concernant le code de conduite préventive élaboré par la Société d'assurance automobile du Québec;

(Dépôt n° 1363-971211)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Boucher (Johnson) dépose :

—l'extrait d'une pétition signée par 7 020 membres du comité Clifford Fisher, concernant des modifications à la *Loi régissant la Société d'assurance automobile du Québec*.

(Dépôt n° 1364-971211)

### **Questions et réponses orales**

**11 décembre 1997**

---

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Loïselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) dépose :

La copie d'un bordereau de transmission d'une télécopie, envoyée par la direction de la perception automatique des pensions alimentaires (bureau de Montréal) du ministère du Revenu du Québec.

(Dépôt n° 1365-971211)

#### **Votes reportés**

L'Assemblée procède au vote reporté à la séance du 10 décembre 1997 sur la motion de M. Boisclair, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le cinquantième anniversaire de la déclaration universelle des droits de la personne et le onzième anniversaire de la déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 180 en annexe)

Pour: **105** Contre: **0** Abstention: **0**

#### **Motions sans préavis**

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec félicite l'historien Denis Vaugeois qui a reçu le prix Samuel-de-Champlain, décerné par l'Institut France-Canada, pour l'ensemble de sa production et plus particulièrement pour son livre « La fin des alliances franco-indiennes ».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

**11 décembre 1997**

---

M. Gaulin (Taschereau) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec signale le 160e anniversaire de l'arrivée des frères des Écoles chrétiennes ainsi que le 125e anniversaire de l'arrivée des frères du Sacré-Coeur en terres québécoises et qu'elle souligne, par la même occasion, l'action remarquable de ces enseignants au profit de l'éducation au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 175, Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 183, Loi concernant le budget de la Ville de Montréal;
  
  - la Commission des finances publiques, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants : n° 168, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, et n° 169, Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales;
  
  - la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 166, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 180, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.
-

11 décembre 1997

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi n° 178, Loi sur l'abolition de certains organismes, soit adopté.

Le débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose :

Copie d'une lettre de la Coalition des syndicats de la fonction publique à M. Joseph Facal, député de Fabre et adjoint parlementaire du premier ministre du Québec, en date du 16 juin 1997, concernant le groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux.

(Dépôt n° 1366-971211)

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 178 est adopté.

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

**11 décembre 1997**

---

**Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Jolivet, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières sur le projet de loi n° 185, Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives, le 15 décembre 1997 et, à cette fin, entende les organismes suivants :

- de 15 heures à 16 heures, la Fédération des commissions scolaires;
- de 16 heures à 17 heures, l'Association des commissions scolaires;
- de 17 heures à 18 heures, l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires catholiques;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE le ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

**11 décembre 1997**

---

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Mulcair (Chomedey) propose la motion de scission suivante :

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi n° 176 soit scindé en deux projets de loi : un premier intitulé « Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux », comprenant les articles 1 et 3, et un deuxième intitulé « Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec », comprenant les articles 2 et 3.

Après avoir entendu quelques remarques de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion, M. Pinard, vice-président, prend la question en délibéré.

À la suite d'une suspension des travaux, M. Pinard, vice-président, rend la décision suivante:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de scission est recevable puisque chaque partie du projet de loi scindé peut être considérée distinctement et constitue plus qu'une modalité. De plus, les projets de loi qui résulteraient de la scission peuvent constituer des projets de loi cohérents en eux-mêmes. Lorsqu'elle décide de la recevabilité d'une motion de scission, la présidence n'a pas à rechercher l'intention du législateur; elle se limite à la lecture du texte sans l'interpréter.

\_\_\_\_\_

À 17 h 45, du consentement de l'Assemblée, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

\_\_\_\_\_

La séance reprend à 20 h 07.

\_\_\_\_\_

*Adoption du principe*

**11 décembre 1997**

---

À la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, M. Pinard, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de scission: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; le temps de parole non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants pourra être redistribué, et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de scission présentée par M. Mulcair.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 181 en annexe)

Pour: **27** Contre: **54** Abstention: **0**

Le débat se poursuit sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

À la fin de son intervention, M. Gauthrin (Verdun) propose l'ajournement du débat, conformément à l'article 100 du Règlement.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 182 en annexe)

Pour: **13** Contre: **48** Abstention: **0**

---

Le débat se poursuit sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

---

**11 décembre 1997**

---

À minuit, le débat est ajourné. M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 12 décembre 1997, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE CHARBONNEAU**

11 décembre 1997

---

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion sans préavis de M. Boisclair, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, débattue le 10 décembre 1997, concernant le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de la personne.

(Vote n° 180)

POUR - 105

Barbeau	Caron	Gautrin	Marois
Baril	Carrier-Perreault	Gauvin	Marsan
(Arthabaska)	Chagnon	Gendron	Ménard
Baril	Chalifoux	Gobé	Morin
(Berthier)	Charest	Johnson	(Dubuc)
Beaudet	Chenail	Jolivet	Morin
Beaudoin	Cherry	Julien	(Nicolet-Yamaska)
Beaulne	Ciaccia	Jutras	Mulcair
Beaumier	Cliche	Kelley	Ouimet
Béchar	Copeman	Lachance	Papineau
Bélanger	Côté	Lafrenière	Paquin
(Anjou)	Cusano	Lamquin-Ethier	Paradis
Bélanger	Delisle	Landry	Parent
(Mégantic-Compton)	Désilets	(Bonaventure)	Payne
Benoit	Deslières	Landry	Pelletier
Bergman	Dion	(Verchères)	Perreault
Bertrand	Dionne-Marsolais	Laporte	Poulin
(Portneuf)	Doyer	Laprise	Rioux
Bissonnet	Duguay	Laurin	Rivard
Blais	Dumont	Leblanc	Robert
Boisclair	Facal	Leduc	Rochon
Bordeleau	Farrah	Lefebvre	Saint-André
Boucher	Filion	Léger	Signori
Boulerice	Fournier	Lelièvre	Sirros
Bourbeau	Frulla	Léonard	Trudel
Brien	Gagnon	LeSage	Vallières
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Vermette
Brouillet	Garon	Maciocia	Williams
Campeau	Gaulin		

11 décembre 1997

---

**CONTRE - 0**

**ABSTENTION - 0**

---

Sur la motion de M. Mulcair (Chomedey) proposant la scission du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec:

(Vote n° 181)

**POUR - 27**

Béchar	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bélanger	Chalifoux	Gautrin	LeSage
( <i>Mégantic-Compton</i> )	Cusano	Gauvin	Maciocia
Bergman	Delisle	Gobé	Mulcair
Bissonnet	Farrah	Lamquin-Ethier	Paradis
Bordeleau	Fournier	Laporte	Sirros
Bourbeau	Frulla	Leblanc	Williams

**CONTRE - 54**

Barbeau	Boulerice	Facal	Leduc
Baril	Campeau	Gagnon	Léger
( <i>Arthabaska</i> )	Caron	Gaulin	Lelièvre
Baril	Carrier-Perreault	Gendron	Léonard
( <i>Berthier</i> )	Charest	Jolivet	Malavoy
Beaudoin	Chevrette	Julien	Ménard
Beaulne	Cliche	Jutras	Morin
Beumier	Côté	Landry	( <i>Dubuc</i> )
Bélanger	Désilets	( <i>Bonaventure</i> )	Morin
( <i>Anjou</i> )	Deslières	Landry	( <i>Nicolet-Yamaska</i> )
Bertrand	Dion	( <i>Verchères</i> )	Papineau
( <i>Charlevoix</i> )	Doyer	Laprise	Paquin
Blais	Duguay	Laurin	Payne
Pelletier	Rioux	Rivard	Rochon
Perreault		Robert	

11 décembre 1997

---

Saint-André  
Signori  
Trudel

Vermette

**ABSTENTION - 0**

---

Sur la motion de M. Gauthrin (Verdun) proposant l'ajournement du débat sur l'adoption du principe du projet de loi n° 176 :

(Vote n° 182)

**POUR - 13**

Bélanger  
(*Mégantic-Compton*)  
Bourbeau  
Chalifoux

Delisle  
Farrah  
Frulla  
Gauthrin

Gobé  
Laporte  
Leblanc  
Lefebvre

Maciocia  
Paradis

**CONTRE - 48**

Barbeau  
Baril  
(*Arthabaska*)  
Baril  
(*Berthier*)  
Beaumier  
Bertrand  
(*Charlevoix*)  
Boulerice  
Campeau  
Caron

Carrier-Perreault  
Charest  
Cliche  
Côté  
Désilets  
Deslières  
Dion  
Doyer  
Duguay  
Facal  
Gagnon

Gaulin  
Gendron  
Jolivet  
Julien  
Jutras  
Landry  
(*Bonaventure*)  
Landry  
(*Verchères*)  
Laprise  
Laurin

Leduc  
Léger  
Lelièvre  
Léonard  
Malavoy  
Ménard  
Morin  
(*Dubuc*)  
Morin  
(*Nicolet-Yamaska*)  
Papineau

Paquin  
Payne  
Pelletier

Perreault  
Rioux  
Robert

Rochon  
Saint-André  
Signori

Trudel  
Vermette

**11 décembre 1997**

---

**ABSTENTION - 0**